

## 16 Etranger

## Corée du Nord/Diplomatie

## Pyongyang accuse la CIA d'un complot pour tuer Kim Jong-Un

AFP

Séoul/Corée du Sud

Selon les analystes, ces accusations pourraient être une tentative préventive de dissuader Washington de mener une attaque chirurgicale contre la direction nord-coréenne.

**PYONGYANG** a accusé hier la CIA et les services de renseignement sud-coréens d'un complot pour assassiner le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un à l'aide de substances biochimiques, en pleine période de tensions sur la péninsule.

Dans un communiqué, le ministère nord-coréen de la Sécurité de l'Etat a affirmé avoir déjoué "un complot vicieux" fomenté par un groupe "terroriste hideux" pour assassiner le chef nord-coréen lors de cérémonies à Pyongyang. Cette accusation survient au moment où Pyongyang multiplie les dénonciations à l'égard de la Corée du Sud et des Etats-Unis, en réponse à la rhétorique du président américain Donald Trump, qui se dit prêt à régler seul, et au besoin par la force, la question nord-coréenne.

Elle intervient également après l'assassinat en février en Malaisie du demi-



Photo : AFP

Le "complot" visant à assassiner le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un est considéré à Pyongyang comme un casus belli.

frère en disgrâce du dirigeant nord-coréen, Kim Jong-Nam. Il avait été empoisonné au VX, un agent neurotoxique puissant, et la Malaisie comme la Corée du Sud avaient accusé le régime de Pyongyang.

Dans son communiqué diffusé par l'agence officielle KCNA, le ministère affirme que la Centrale de renseignement américaine (CIA) et les renseignements sud-coréens (IS) ont "corrompu idéologiquement et versé des pots-de-vin à un citoyen de RPDC (République populaire et démocratique de Corée) surnommé Kim" pour exécuter l'attaque. Il évoque un "assassinat

avec des substances chimiques comme une substance radioactive ou une nanosubstance empoisonnée" qui constitue "la meilleure des méthodes" parce qu'elle n'implique pas de "s'approcher de la cible" et génère "des résultats mortels en six à 12 mois".

**"DECLARATION DE GUERRE"** Selon le communiqué, l'attaque aurait pu se produire lors d'un défilé militaire au mausolée qui abrite à Pyongyang les dépouilles du père du dirigeant nord-coréen, Kim Jong-Il, à qui il a succédé à sa mort en 2011, et de son grand-père, Kim Il-Sung, le père fondateur de la na-

tion. Mais une telle opération serait extrêmement difficile à préparer et exécuter, le dirigeant nord-coréen étant constamment entouré par des mesures de sécurité draconiennes. Aucune précision n'est donnée sur la façon dont ce complot aurait été déjoué. Selon le ministère, l'homme, qui avait un complice chinois, a reçu des sommes allant jusqu'à 740 000 dollars (environ 457 millions de francs) et des équipements dont du matériel de transmission.

"Nous démasquerons et détruirons sans pitié le dernier des terroristes de la CIA

et des renseignements fantoches de Corée du Sud", ajoute le communiqué, qui affirme que le complot équivaut à "une déclaration de guerre".

"Le crime haineux qui a récemment été découvert et déjoué en RPDC relève du terrorisme non seulement contre la RPDC mais aussi contre la justice et la conscience de l'humanité et un acte de mutilation contre l'avenir de l'humanité", poursuit-il.

Selon les analystes, ces accusations pourraient être une tentative préventive de dissuader Washington de mener une attaque chirurgicale contre la direction nord-coréenne.

Le communiqué est intervenu au lendemain du vote par la Chambre des représentants des Etats-Unis en faveur de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord, dont les élus veulent couper les sources de financement internationales.

Les tensions sont montées ces derniers mois sur la péninsule à mesure que la Corée du Nord a poursuivi le développement de ses programmes nucléaire et balistique interdits, multipliant notamment les essais de missiles.

Certains experts considèrent que la Corée du Nord est sur le point de réaliser un sixième essai nucléaire.

## A travers le monde

## • Iran/Nucléaire. Les critiques de Rohani

Le président iranien Hassan Rohani, candidat à un second mandat lors de l'élection du 19 mai, a critiqué hier lors d'un débat ses opposants conservateurs qu'il accuse d'avoir tenté de saboter l'accord nucléaire avec les grandes puissances.

## • République Tchèque/Politique. Le Premier ministre retire sa démission



Photo : AFP

Le Premier ministre tchèque Bohuslav Sobotka a annoncé hier qu'il renonçait à démissionner avec tout son gouvernement et qu'il proposerait en revanche au président de limoger son ministre des Finances, le milliardaire Andrej Babis soupçonné de fraude fiscale.

## • Syrie/Conflit. 169 morts en une semaine

Les violents combats qui opposaient depuis une semaine des rebelles et des jihadistes à l'est de Damas ont fait au moins 169 morts mais se sont arrêtés, a indiqué hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

## • Turquie/Politique. Plus de 100 magistrats "proches de Gülen" limogés

Les autorités judiciaires turques ont limogé hier plus de 100 magistrats soupçonnés d'appartenir à la mouvance du prédicateur Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch manqué en juillet dernier, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

## • Venezuela/Crise. 36 morts en un mois de



Photo : AFP

## manifestations

Un jeune homme est décédé hier au Venezuela après avoir été grièvement blessé la veille lors de violences dans la ville de Valencia (nord), a-t-on appris auprès de la mairie et de sources médicales, portant à 36 le nombre de morts en plus d'un mois de manifestations anti-gouvernementales.

## Algérie/Législatives

## Victoire sans surprise des partis au pouvoir

AFP

Alger/Algérie

Le FLN du président Abdelaziz Bouteflika obtient 164 sièges sur les 462 de l'Assemblée nationale populaire, la chambre basse du Parlement. Son allié du RND s'en adjuge 97.

Le parti au pouvoir en Algérie depuis l'indépendance et son principal allié ont remporté la majorité absolue aux élections législatives de jeudi, marquées par une forte abstention sur fond de marasme économique et d'inertie politique.

Sans surprise, le Front de libération nationale (FLN) du président Abdelaziz Bouteflika conserve la place centrale qu'il occupe depuis l'indépendance il y a 55 ans.

Il a obtenu 164 sièges sur les 462 de l'Assemblée nationale populaire, la chambre basse du Parlement, a annoncé le ministre de l'Intérieur Nourredine Bedoui en présentant les résultats

préliminaires au cours d'une conférence de presse.

Le FLN perd cependant du terrain car il avait obtenu 220 aux précédentes législatives de 2012.

Mais il conserve la majorité absolue grâce à son allié du Rassemblement national démocratique (RND), en nette progression avec 97 sièges contre 70 il y a cinq ans. Ce parti, créé en 1997, est dirigé par le directeur de cabinet de la présidence Ahmed Ouyahia.

"Pour les observateurs de la scène politique, il n'y a pas de surprise. Les partis au pouvoir prennent les deux premières places et les islamistes montent sur la dernière marche du podium", a commenté le politologue Rachid Tlemçani.

Les islamistes obtiennent ensemble 67 sièges contre 60 en 2012.

Mais ce rebond est plus faible que celui qu'ils espéraient car ils avaient réalisé il y a cinq ans leur plus mauvais score depuis le premier scrutin pluri-partite en 1990.

Cette année, cette mou-



Photo : AFP

Les urnes ont parlé. Elles sont favorables aux deux partis au pouvoir, le FLN et le RND.

vance avait tenté de surmonter ses divisions en partant avec deux coalitions rassemblant plusieurs mouvements et partis.

**INDIFFERENCE** Comme attendu, une majorité d'électeurs ont boudé les urnes, le taux de participation atteignant seulement 38,25% sans tenir compte du vote des nombreux Algériens vivant à l'étranger, selon le ministère. En 2012, ce taux s'était élevé à 42,90% au total.

Cette faible mobilisation était attendue après une

campagne sans relief qui a mis en lumière l'indifférence des électeurs sur fond d'inertie politique et de marasme économique. Le gouvernement avait pourtant tenté de motiver les électeurs en lançant la campagne "Samaa sawtek" ("Fais entendre ta voix", en arabe).

Mais nombre d'entre eux ont été dissuadés de se déplacer par la récente flambée des prix des produits alimentaires et la situation socio-économique du pays, fortement affecté par la chute des prix pétroliers